Une contribution sur le site Le Plus du Nouvel Obs…

LE PLUS. “Restauration” de l’autorité, éloge de l’identité et du récit national, négation des inégalités sociales, retour de l’ordre moral… Une révolution conservatrice fait de l’école un terrain d’intervention privilégié, déplore l’enseignant Grégory Chambat, auteur de *“L’école des réac-publicains. La pédagogie noire du FN et des néoconservateurs”* (Libertalia).

Édité et parrainé par Sébastien Billard

La perspective de la présidentielle 2017 donne à cette rentrée scolaire un relief particulier. Inlassablement, les déplorations sur le “naufrage” de l’école de la République en appellent à son “redressement” autoritaire et identitaire.

Dans un contexte de droitisation du discours politique, la virulence des propos s’exacerbe et les postures se radicalisent. À gauche, c’est le renoncement à l’ambition d’une pédagogie émancipatrice dans et pour une école démocratique, telle qu’elle avait par exemple été pensée à la Libération par le plan Langevin-Wallon ou les mouvements pédagogiques et d’éducation populaire.

Pour sortir de cette impasse, il faut comprendre comment, depuis trente ans, la révolution conservatrice a fait de l’école un terrain d’intervention privilégié lui permettant d’asseoir son hégémonie culturelle.

L’école des réacs ? “Autorité, marché, identité”

Port de la blouse, salut au drapeau, catéchisme républicain, examen en fin de CP, roman national, sélection à l’entrée du collège, fin de la mixité, etc., il y a encore peu, la simple évocation de ces mesures aurait fait sourire. Aujourd’hui, elles ont intégré la panoplie des “remèdes” encensés par toute une nébuleuse réactionnaire.

Une école des “réac-publicains”, tant leur triptyque “autorité, marché, identité” est éloigné de la devise arborée au fronton de nos établissements scolaires.

La “restauration” de l’autorité (dans son dernier ouvrage “Tout pour la France”, Nicolas Sarkozy aborde la question scolaire sous l’intitulé “Défi de l’autorité”), l’éloge de l’identité et du “récit national” (François Fillon), la négation des inégalités sociales (au nom du “mérite” et du culte de l’effort individuel), le retour de l’ordre moral (dans le sillage de la Manif pour tous) donnent déjà une image de la manière dont les questions éducatives seront abordées en 2017.

Des propositions qui permettent aussi et surtout de masquer les projets de désinvestissement et de déréglementation du service public d’éducation. Une perspective libérale dont on oublie souvent qu’elle s’accommode tout à fait des pratiques pédagogiques les plus traditionnelles (concurrence de tous contre tous, individualisme, sélection et évaluation permanente, etc.)

Des thèses élevées au rang “d’évidences”

Trente années de diatribes “anti-pédagogistes” et de pamphlets déclinistes ont préparé les esprits et installé la rhétorique de la décadence scolaire au cœur du paysage médiatique et politique français. La banalisation de ces thèses, leur hégémonie culturelle les ont élevées au rang “d’évidences”, ce qui ne facilite pas leur dénonciation.

Pour comprendre la dangerosité de ces idées, il ne faut pas craindre de préciser dans quel terreau elles s’enracinent. L’école est en effet une passion obsessionnelle des extrêmes droites françaises, de Drumont à Pétain, en passant par Maurras. Si cette détestation historique d’une école

démocratique et égalitaire est intacte, elle a su, au tournant des années 1970, rénover son discours afin de le diffuser au-delà des cercles habituels.

Liés par une commune détestation du “pédagogisme”, du “sociologisme”, de l’”égalitarisme” et de la “médiocratie”, ces réac-publicains occupent le champ médiatique et prophétisent la décadence scolaire, prélude à l’effondrement de la civilisation sous les coups des barbares et de leurs alliés pédagogues et sociologues.

La thèse est appréciée tout autant par les identitaires complotistes, qui considèrent l’école comme l’instrument du “Grand remplacement” (Jean-Yves Le Gallou, Renaud Camus, etc.) que par les catholiques traditionalistes, partisans du “chèque éducation” et œuvrant au développement d’un vaste réseau d’écoles privées hors-contrats (SOS éducation, la Fondation pour l’école et sa vitrine médiatique, Espérance banlieues, particulièrement choyée par les entreprises du CAC 40 (1)…).

Ces tentations réactionnaires gagnent la gauche

Longtemps incarnées par le FN de Jean-Marie Le Pen, ces tentations réactionnaires séduisent aujourd’hui bien au-delà des cercles frontistes.

C’est devenu le credo des “souverainistes” des deux rives qui entendent “redresser” l’école pour redresser la nation. On se souvient que c’est sur cette question de l’éducation que Nicolas Dupont-Aignan et Jean-Pierre Chevènement firent meeting commun lors de l’Université d’été de Debout la France, il y a tout juste un an.

À l’image de leurs homologues d’outre-Atlantique, une série d’intellectuels, la plupart issus de la gauche, ont rallié ce discours pour mieux défendre l’ordre social et économique établi. Pour ces néo-conservateurs à la française, l’école est un enjeu majeur, un enjeu de civilisation. Elle doit à tout prix conserver son rôle de tri social, garant de la perpétuation des privilèges de quelques-uns sous couvert d’un discours sur “l’égalité des chances”.

Sous la bannière de la République et de son école (et au prix parfois d’arrangement avec l’histoire de cette dernière et des luttes qui ont traversé l’institution pour la transformer), il s’agit de restaurer de manière autoritaire un ordre scolaire – et social – ancien : élitiste, ségrégatif et inégalitaire. En dépit des dénégations et des postures, nous avons là un projet éducatif et politique clairement réactionnaire.

“L’école est au cœur de nos préoccupations pour 2017”, a annoncé Marion Maréchal Le Pen avec l’objectif de faire du FN le parti des “anti-pédagogues”.

Une instrumentalisation des mobilisations sociales

Pour enrayer la propagation de ces idées, il faut bien plus que des réformes de surface ou qu’une défense béate de l’institution. Les souffrances réelles, les inquiétudes légitimes, dans un contexte de reculs sociaux, ne doivent pas servir de tremplin aux idéologues réactionnaires. Car on assiste, de la part des réac-publicains, a une habile instrumentalisation des mobilisations sociales.

La lutte contre la réforme du collège a ainsi été investie par la frange la plus droitière (une poignée de militants de SOS éducation défilant par exemple à Paris, en mars 2015, derrière les cortèges syndicaux), au détriment de la lisibilité de revendications qui n’étaient pas toutes rétrogrades. Mais, entre les opposants au collège pour tous et les partisans d’une école émancipatrice, il ne saurait y avoir de convergences : ce sont bien deux projets éducatifs, pédagogiques et politiques qui s’affrontent.

Notre école a besoin de transformations radicales pour davantage d'égalité sociale et de démocratie et non d'aménagements ou de "bricolages"… et encore moins de régressions. C'est pourquoi nous ne devons pas laisser le monopole de la contestation de l'institution telle qu'elle est, c'est-à-dire déjà trop inégalitaire et conservatrice, aux mains des réactionnaires.

---

[1] Voir "Ils ont l'idée folle de réinventer l'école", Challenges, 7 juillet 2016.